

1,5 € - N°42 19 déc. 2013

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**



## Hollande 2013



## guerre sociale et guerre contre les peuples

**Résistances et luttes à la Poste,  
à l'Inspection du travail, dans l'éducation...**

**Municipales 2014 Accords et discussions...**



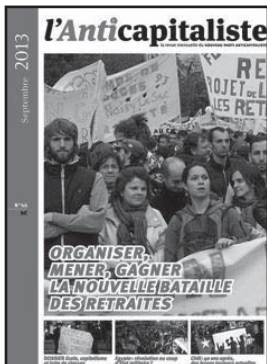
# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



**LE MENSUEL**



à

## L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org). Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

**Edito**

**p.3**

**Nos vies, pas leurs profits**

**p.4-9**

- Poste Mérignac : une grève déterminée
- Réforme de l'Inspection du travail, le Medef en rêvait, le PS l'a fait
- Manif à Bordeaux contre l'austérité...
- et Manif contre le chômage
- EADS : menaces de licenciements et chantage
- Herakles : une mort inacceptable
- Grèves dans les écoles. Et après ?
- Contre la fermeture de la Poste à Pessac Hôtel de Ville
- Hôpital d'Arcachon, 5 jours de mise à pied pour Sylvie Delmas
- Formanoir-Pessac, logement social, on brade !

**Politique locale / Elus anticapitalistes p.10-11**

- Sainte-Marie - Rousset : deux « contraires » ? une même politique
- Une dérisoire bataille...
- Bordeaux : politico ou écolo
- Pessac : le Conseil municipal vote un budget d'austérité

**Municipales 2014 p.12-13**

- Cenon et Lormont : les listes unitaires se construisent
- Mérignac : une liste d'opposition de gauche
- FdG Pessac : des élus à quel prix ?
- Juppé, « le meilleur d'eux tous » ?

**Leur société p.14**

- Communiqué de RESF 33 contre l'évacuation du squat Lesbats à Floirac

**A lire p.15-16**

- *Purge* de Sofi Oksanen
- *Bourgeois et bras nus* de Daniel Guérin

**Abonnez-vous**

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Hollande 2013 : guerre sociale et guerre contre les peuples

Janvier 2013, début de l'intervention militaire française au Mali. Décembre 2013, début d'une intervention en Centrafrique. L'année aura été marquée par le militarisme, alors que Hollande avait déclaré en octobre 2012 « *le temps de la Françafrique est révolu* ». Ce sont des milliers de soldats qu'il a engagé dans ces conflits, sans parler de ceux qui sont présents en permanence, pour les intérêts des multinationales françaises, d'Aréva, de Bolloré et bien d'autres.

La vieille puissance coloniale et impérialiste s'accroche à son ancien pré carré, concurrencée par la Chine et d'autres. Elle prétend être le gendarme pacificateur, venant sauver les populations et porter la démocratie, alors qu'elle a une responsabilité déterminante dans les drames malien et centrafricain, des pays dont elle a toujours surveillé les régimes de très près. D'où viennent ces milices qui y sévissent, si ce n'est des jeux tordus pour favoriser telle clique aspirant au pouvoir contre une autre. D'où vient cette violence, si ce n'est de la misère, de la ruine des économies, du pillage des richesses par les multinationales, de l'utilisation de ces territoires pour des intérêts stratégiques, de la destruction du peu d'Etat qu'il y avait, sous les diktats libéraux des riches puissances de la planète.

L'Etat français, une fois de plus, est le pompier pyromane et le rôle semble plaire à Hollande.

L'année 2013 a été aussi celle d'une véritable guerre sociale contre les travailleurs et les classes populaires. En janvier, c'est l'« accord national interprofessionnel » cassant le Code du travail qui a été signé entre le Medef et la CFDT, CFTC et CGC, avec la bénédiction du gouvernement qui en a fait une loi adoptée en juin. En octobre, le Parlement a voté la nouvelle contre-réforme des retraites. Le gouvernement a entériné une hausse de l'électricité de 10 %

en deux ans. L'année s'achèvera par une hausse de la TVA le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour trouver 20 milliards de cadeaux supplémentaires pour les entreprises. Elles, au contraire, comme les riches, ont largement été servies, en cadeaux fiscaux. Personne n'oubliera non plus les milliers de plans sociaux, les centaines de milliers de sans-emplois supplémentaires, quand Hollande a le cynisme de prétendre que la courbe du chômage a commencé à s'inverser. A cette guerre sociale s'est ajoutée une démagogie cyniquement calculée, avec les déclarations racistes de Valls contre les Roms, faisant le jeu de l'extrême droite qui a marqué des points, depuis les « manifs pour tous » jusqu'aux différentes élections partielles.

Mais l'année aura vu aussi les colères sociales s'exprimer, nombreuses, parfois radicales, trop souvent isolées, ne trouvant pas pour l'instant le chemin de la convergence.

Les conditions d'une rupture profonde sont là. L'urgence est d'entamer cette année 2014 en portant la perspective d'un regroupement de tous ceux qui s'opposent à Hollande, sur sa gauche, pour aider les luttes. Pour affirmer aussi l'exigence d'un gouvernement anti-austérité, pour l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et des augmentations de salaires, seule façon de mettre un coup d'arrêt immédiat au recul so-

cial. Un pouvoir des travailleurs et des classes populaires, pour l'annulation de la dette, l'expropriation du système financier, le contrôle de l'économie. Pour la solidarité internationale avec les peuples, en mettant fin aux interventions impérialistes françaises, en Afrique et ailleurs.

C'est cette opposition de gauche que nous voulons construire, avec tous ceux qui voudront y prendre leur place.



# Nos vies, pas leurs profits

## Grève déterminée des facteurs de Mérignac

Lundi 2 décembre, les facteurs de la Plateforme de Préparation et de Distribution du Courrier (PPDC) de Mérignac ont engagé une longue grève pour rejeter le projet de « *facteur d'avenir* ». La mobilisation est reconduite par les grévistes jour après jour, à l'appel des syndicats SUD PTT et CGT FAPT. Ils sont plus de 60 % de l'effectif à tenir bon. Du coup, c'est la moitié des 27 circuits d'entreprises qui ne sont pas assurés et la Poste perd de plus en plus d'argent, mais depuis le début, la direction joue le pourrissement. Contrairement à ce qu'elle croyait, face à son immobilisme calculé, la colère et la réflexion des grévistes s'est renforcée, avec un refus des cas individuels, des statuts différenciés, des primes. Le jeudi 12, ils ont reçu le soutien de notre camarade Philippe Poutou venu les voir au piquet de grève.

Le samedi 14, la direction a imposé un chantage à l'acceptation de « *facteur d'avenir* » pour poursuivre les négociations, espérant provoquer la division syndicale. Sud a refusé et a été écarté des négociations, la CGT a accepté.

### Pierre-Alain Ducasse, militant de SUD-PTT fait le point sur le conflit.

Où en est le mouvement à l'heure où nous écrivons ?

**Pierre-Alain :** Vendredi 13 décembre, les agents en sont à leur 12<sup>ème</sup> jour de grève, qu'ils ont reconduite hier à l'unanimité.

Quelles sont les revendications des grévistes ?

**Pierre-Alain :** Le comblement des postes vacants via la transformation des CDD en CDI, la création de 2 positions de travail supplémentaires, et surtout le refus d'une réorganisation accidentogène basée sur la flexibilité et l'auto-remplacement.

On a l'impression que les grèves se succèdent à la Poste, d'un site à l'autre, alors que les attaques de la direction sont globales. Chacune de ces luttes peut-elle être un point d'appui vers une réaction d'ensemble ?

**Pierre-Alain :** La Poste réorganise ses bureaux tous les 2 ans, au motif d'une baisse de trafic: les gens n'écrivent plus, internet et les réseaux sociaux ont remplacé la lettre ordinaire.

S'il est vrai que les gens écrivent un peu moins, cela ne justifie pas l'augmentation de productivité démesurée que la boîte réalise à chaque réorganisation : en 10 ans, 80 000 emplois ont disparu à la Poste (centres de tri, facteurs...)

Face à ce rouleau compresseur, il est clair qu'une lutte nationale unitaire serait nécessaire pour faire reculer La Poste. C'est compliqué à mettre en place car la boîte réorganise un service après l'autre, bureau par bureau, etc. Mais certains camarades, comme dans le 92, ont réussi à construire des mouvements de grève victorieux qui doivent nous inciter à aller dans ce sens.

### En complément

La mobilisation a débuté par un refus autour du nouveau concept de la poste, « *le facteur d'avenir* ». En fait d'avenir, c'est une réorganisation des tournées, des horaires, des rotations du samedi qui était prévue avec des charges de travail et des horaires encore plus épuisants, des circuits en centre-ville plus longs avec les risques d'accidents routiers et la fatigue que cela peut engendrer.

Dans un premier temps, soit pendant 3 jours, la direction a joué l'enlèvement en ne proposant rien aux délégations syndicales Sud et CGT venues négocier mais en envoyant un huissier le matin devant les locaux et en étalant tout son mépris dans des heures de négociations vaines. Malgré cela, le nombre de grévistes s'est maintenu. Au 4<sup>ème</sup> jour, la direction a décidé de rentrer dans la négociation avec des propositions indécentes : une indemnité de 1,50 euros par jour pendant 2 ans pour les agents roulants ; une indemnité de 1,50 euros par jour pour les agents qui travaillent de nuit ; et deux promotions pour... 2015 !



## Réforme de l'inspection du travail : Le MEDEF en rêvait, le PS l'a fait !

Le 5 novembre, un rassemblement s'est tenu devant la DIRECCTE à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FSU des agents de l'inspection du travail, relayé par l'UD CGT et Solidaires 33 (Voir *Anticapitalistes* n° 41).

Les agents du ministère du travail sont en lutte depuis plusieurs mois contre le projet de réforme que le ministre Sapin tente d'imposer ! En quelques mots, il ne s'agit ni plus ni moins que de transformer l'inspection du travail, qui aujourd'hui assure une mission de protection des droits des salariés dans les entreprises, en un service caporalisé et soumis à la commande politicienne.

### Mettre au pas les em-pêcheurs d'exploiter !

Jusqu'ici, une section d'inspection du travail est composée d'un inspecteur du travail, de deux contrôleurs et de secrétaires. Les agents de contrôle sont indépendants et peuvent décider eux-mêmes des contrôles à mener, en fonction des sollicitations des travailleurs. Cette indépendance les protège (relativement) des pressions des entreprises et du pouvoir politique. Cette liberté d'action est insupportable pour le MEDEF, qui rêve depuis des décennies de mettre ces agents au pas !

La réforme prévoit de regrouper les agents de contrôle, dans des Unités de Contrôles, sous la coupe d'un responsable d'UC, petit chef qui aura un pouvoir hiérarchique, qui pourra distribuer le travail et dire aux agents où et comment ils doivent aller contrôler. Les agents n'auraient plus comme priorité la réponse à la demande sociale, mais l'obligation de consacrer une part toujours plus grande de leur activité à des campagnes prioritaires, décidées loin des réalités du terrain.

### La baisse des effectifs continue

Aujourd'hui, il y a 790 sections, ce qui fait 800 inspecteurs et 1400 contrôleurs, soit environ 2200 agents de contrôle... pour 18 millions de salariés du privé ! Autrement dit, pas de quoi remédier à toutes les situations où le droit du travail n'est pas respecté.

Avec le Plan Sapin, la baisse des effectifs se poursuit. En Gironde, c'est la disparition d'au moins 5 postes d'agents de contrôle généralistes, soit environ 10 % des effectifs, et environ 1000 salariés de plus par agent (de 7500 à 8500) !

L'insistance du ministre Sapin à mettre en place sa réforme de l'inspection du travail malgré l'opposition des agents, des



organisations syndicales du ministère comme de celles des salariés, montre bien encore une fois que ce gouvernement a choisi son camp, et c'est celui des licenciés et des exploités ! La réforme Sapin de l'inspection du travail s'inscrit dans la lignée des attaques menées par ce gouvernement contre les travailleurs du privé et du public.

*Correspondant NPA*

### Inspection du travail et mouvement ouvrier

Rappelons que c'est d'abord parce que l'État et le patronat ont eu peur du mouvement ouvrier qu'ils ont créé l'Inspection puis le ministère du Travail. Une partie de la bourgeoisie souhaitait par ailleurs limiter les conséquences néfastes pour elle-même d'une surexploitation effrénée. C'est en novembre 1892 qu'est créée l'inspection du travail, puis en 1906, le ministère du Travail, en pleine montée du mouvement ouvrier.

L'État, face à ce mouvement ouvrier de plus en plus organisé et ambitieux, avait tout intérêt à composer avec lui en imposant au patronat quelques règles, souvent obtenues par les luttes, pour éviter les explosions sociales !

L'Inspection et le Code du travail sont des outils contradictoires, visant à réguler l'exploitation, pas à la faire disparaître. Mais ils peuvent être aussi des points d'appui pour les militants et les travailleurs qui contestent l'arbitraire patronal.

# Nos vies, pas leurs profits

## A Bordeaux contre l'austérité, l'injustice sociale et les licenciements

Le 30 novembre, veille de la manifestation à Paris à l'appel du Front de Gauche, de Lutte Ouvrière et du NPA, nous étions environ 150, Place de la Victoire, à Bordeaux, pour l'essentiel des militants ou des très proches du PCF, PG, PCOF, GU, LO et NPA ainsi que des militants d'associations ou de la CGT-Finance.

Les prises de parole de Philippe Poutou pour le NPA ainsi que du militant de LO ont fait le lien entre la dénonciation de l'injustice fiscale, la lutte contre l'austérité et celle contre les licenciements, la plupart des autres interventions étant essentiellement axées sur la fiscalité et, dans le fond, pas très radicales.

Philippe a fait le lien avec les luttes en Bretagne, décrit une situation sociale peut-être en train d'évoluer, la colère qui monte et s'exprime dans les manifestations contre le racisme, contre le chômage et les licenciements, pour l'emploi, pour la défense des services publics, contre des taxes injustes... de manières différentes mais toutes en lien. Il a insisté sur les responsabilités des militants, des organisations politiques et syndicales, pour aider à ce que s'organise cette colère, l'amplifier afin que s'exprime et se construise à travers les luttes une opposition sociale et politique à ce gouvernement.

*Isabelle Ufferte*

---

## Manif du 7 décembre contre le chômage

Pour cette manifestation annuelle nous étions 150 dans les rues de Bordeaux. Beaucoup plus de jeunes cette année avec le renfort des manifestants du rassemblement en hommage à Clément Méric victime de l'extrême-droite il y a six mois, qui ont fait naturellement le lien entre la lutte contre l'extrême-droite et la lutte contre le chômage. Tant il est évident que ces « idées » nauséabondes prospèrent depuis toujours sur le fumier de la crise du système capitaliste.

Dans les interventions, pour A.C ! Gironde, Joëlle Moreau a fait comme tous les ans le même constat terrible de la situation du chômage et des précarités dans laquelle se débattent toujours plus de personnes pour simplement essayer de survivre. Tous les chiffres, bien réels, confirment cette aggravation ; Et les bidouillages du gouvernement sur l'inversion de la courbe du chômage ne trompent personne.

Partant de cette réalité, pour le NPA, nous sommes intervenus sur les perspectives : la seule solution étant d'imposer un véritable partage du travail et des richesses,

face à un gouvernement Hollande- Ayrault faisant la même politique que la droite au service des plus riches, comment construire une opposition de gauche à ce gouvernement et contre le patronat ? Comment regrouper les forces, associatives, syndicales ou politiques de celles et ceux qui veulent mener ce combat ?

Une perspective pas nouvelle mais plus que jamais nécessaire que nous défendrons dans la rue et dans les urnes en 2014 notamment dans la course de vitesse engagée contre les idées les plus réactionnaires.

*Jacques Raimbault*



## EADS

### Menaces de licenciements et chantage contre les salariés

Lundi 9 décembre, la multinationale EADS annonçait un plan de 5 800 suppressions d'emplois, sur environ 40 000, avec peut-être jusqu'à 1500 licenciements « secs », qui toucheraient des sites en Allemagne, Angleterre, Espagne et France. Les salariés du site Astrium de Saint-Médard-en-Jalles (production de missiles M51), ainsi que ceux d'un site toulousain fabriquant des satellites seraient touchés. Ces chiffres annoncés ne tiennent pas compte des salariés précaires qui seront bien les premiers à faire les frais de cette restructuration : 1300 travailleurs en contrats temporaires ne seraient pas renouvelés dès 2014.

Pour les dirigeants d'EADS, le militaire et le spatial ne rapportent pas assez, avec une marge selon eux de 3,6 % alors qu'ils veulent « une trajectoire de résultats qui sera conforme avec l'objectif de 10 % de marge pour 2015 » selon le directeur stratégie. Joli baratin pour dire qu'ils veulent virer des salariés pour satisfaire les actionnaires, qui sont déjà bien servis, puisque l'an dernier, le groupe a dégagé 1,2 milliards de bénéfices.

Sapin, ministre du Travail, a essayé de relativiser, regrettant cette annonce, faussement naïf « je pense qu'ils le font sciemment, car, paraît-il, ça fait monter les cours de Bourse »... (+7,7 % en une semaine suite à l'annonce du plan) et franchement hypocrite prétendant qu'« il n'y a pas une seule personne qui ira à Pôle emploi puisque dans le groupe lui-même, il y a des créations d'emploi. » Les 1300 précaires qui seront virés apprécieront.

Sapin assure la communication de crise du groupe, et pendant ce temps la direction expose son chantage : il faudra que

les syndicats s'engagent sur des « accords de compétitivités » d'ici mi-2014, « sinon, nous serons obligés de procéder à des licenciements » a déclaré cyniquement le même directeur stratégie, faisant porter cette « obligation » sur le dos des organisations syndicales. Pour rappel, les « accords de compétitivité » permettent de dégrader les conditions de travail et de rémunération des travailleurs, au nom de la sauvegarde des emplois. Un chantage légal instauré par Sarkozy et aggravé par Hollande avec l'ANI.

François Minvielle



Manifestation de salariés allemands d'EADS, avant l'annonce officielle du plan, le 28 novembre

## Safran-Herakles Saint-Médard-en-Jalles Une mort inacceptable

Benjamin, 25 ans, est mort à son poste de travail le 5 décembre, terriblement brûlé dans un incendie accidentel. Deux collègues présents avec lui ont été grièvement blessés.

Le site d'Herakles produit du propergol, la « poudre » qui sert de propulseur pour les fusées Ariane et les missiles M51, et aussi pour les airbags automobiles. Vu la dangerosité de cet explosif, c'est un site qui devrait être particulièrement sécurisé, il est d'ailleurs classé « Seveso 2 seuil haut », ce qui n'a pas suffi pour empêcher l'accident. A Herakles, même si la sécurité est plus élevée qu'ailleurs, elle rentre en contradiction avec la logique du profit, et c'est un jeune salarié qui l'a payé de sa vie.

Le site est particulièrement surveillé aussi pour ses liens avec l'armée. Cela explique peut-être qu'à part de brèves informations le lendemain dans les médias locaux, il n'y ait pas eu plus d'échos sur cet accident... Bien sûr, il faudra des enquêtes pour établir les conditions précises du drame, mais quel que soit l'enchaînement des faits, il est insupportable qu'un salarié meure au travail.

F.M.

# Nos vies, pas leurs profits

## Grèves dans les écoles. Et après ?

La question des rythmes scolaires continue de cristalliser le mécontentement dans les écoles. Mais il y a aussi les classes surchargées, les conditions de travail qui se dégradent, les RASED réduits à peau de chagrin pour faire face à la difficulté scolaire, les sa-

laire... Le ras-le-bol s'est manifesté sur les rythmes avec une grève très réussie le 14 novembre à l'appel national de la CGT, FO et SUD.

Le SNUipp national n'y appelait pas, sa direction jouant l'ambiguïté en ne demandant pas le retrait du décret, pas

franchement convaincue de la nocivité de la réforme. C'est la pression des sections départementales qui l'a contrainte à demander la suspension et à appeler à une nouvelle grève, le 5 décembre, avec l'intersyndicale. En Gironde, la grève a été un peu moins suivie que le 14 novembre et peu de collègues se sont déplacés à la manif. Mais le mécontentement reste fort dans les écoles et ne demande qu'à s'exprimer. Faudrait-il encore que les directions syndicales proposent un vrai plan de lutte avec la construction d'un rapport de force pour mettre en échec le gouvernement et arracher les postes et les moyens nécessaires pour l'école. Cela suppose un affrontement avec le gouvernement que la direction du SNUipp ne veut pas, maintenant l'illusion d'une possible négociation.

Les attaques touchent autant le second degré que les écoles, avec la remise en cause du statut des enseignants et c'est tous ensemble qu'il faudrait porter un grand coup, en associant les parents d'élèves et tous les personnels municipaux concernés par les rythmes.

*Correspondant*



## Contre la fermeture de la Poste Pessac Hôtel de ville

Depuis début novembre, la Poste a considérablement réduit les horaires d'ouverture d'un des deux bureaux du centre de Pessac et ne cache pas son intention de le fermer d'ici fin 2014.

Le bureau de l'Hôtel de ville n'est désormais ouvert que quatre après-midi semaine, ce qui ne peut qu'accélérer une baisse de la fréquentation dont la direction prend prétexte pour « justifier » son intention de fermer.

Non seulement la Poste est fermée la majorité du temps mais, alors que les files d'attente ne sont pas rares, la direction a récemment fait enlever la machine à affranchir, ce qui oblige tout le monde à faire la queue.

Ce bureau accueille une population qui a besoin du soutien

des guichetiers, notamment des personnes âgées ou des personnes en difficulté.

Aussi, lors du dernier conseil municipal, les élus NPA ont demandé au maire de s'engager pour le maintien du service public et de l'emploi, d'exiger le retour à des horaires d'ouverture quotidiens 9h-12h et 14h-17h. Le maire, en quasi campagne électorale, s'est réjoui de cette intervention, assurant qu'il était intervenu auprès de la Poste pour dire son désaccord avec la réduction des horaires et son opposition à toute fermeture, précisant qu'il n'était pas sûr d'avoir été entendu.

Probable en effet qu'il faille une mobilisation d'une autre ampleur pour arrêter l'hémorragie. A suivre donc.

*Isabelle Ufferte, élue NPA*

## Hôpital d'Arcachon

### 5 jours de mise à pied pour Sylvie Delmas

Suite au conseil de discipline auquel Sylvie, secrétaire du syndicat CGT de l'Hôpital d'Arcachon, avait été convoquée le 17 octobre dernier (voir *Anticapitalistes* n°40), le directeur, M. Haeck, vient d'annoncer la sentence : 5 jours de mise à pied. Le motif : n'avoir soi-disant pas respecté ses devoirs de réserve et de discrétion professionnelle et avoir nuit à la réputation de l'hôpital et de ses collègues de travail.

Sylvie a été sanctionnée pour avoir tout simplement dénoncé la dégradation des conditions de travail (en particulier dans le service de Pédiatrie) depuis le regroupement public/privé de l'hôpital et de la clinique.

Une attaque de plus contre des militants qui ne font que leur travail : défendre les intérêts des salariés et un service public de santé digne de ce nom. A l'heure où la direction de l'hôpital relaie la politique d'austérité imposée par le gouvernement, le message est clair : il faudrait accepter et se taire.

Cette attaque nous concerne tous et elle est inacceptable. Sylvie a décidé de ne pas se laisser faire et de faire appel de cette sanction au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière. La lutte continue !

Isabelle Larroquet

## Formanoir-Pessac

### Logement social, on brade !

En 2006, le statut des Offices d'HLM, publics comme privés a changé. Les établissements à capitaux privés, vu le désengagement de l'Etat, pèsent de plus en plus dans ce secteur, comme Domofrance, en Gironde. La crise du logement n'en est qu'aggravée.

D'après *Le Monde*, en juillet dernier, il y avait en France 141 500 personnes, dont 30 000 enfants sans domicile, soit une progression de 50 % depuis 2001.

Le statut privé des bailleurs leur permet, tout à fait légalement, de vendre, appartement par appartement, des logements anciens, déjà largement payés par les locataires. D'autant que la Loi Boutin, votée sous Sarkozy -et nullement remise en cause par Duflot- permet maintenant aux bailleurs de vendre jusqu'à 40 000 logements par an.

C'est ce qui se passe à la cité de Saige-Formanoir à Pessac où, déjà, 145 logements ont été vendus alors que Domofrance s'apprête à en mettre 36 de plus en vente au bâtiment 12. Sur Pessac, ce sont ainsi 233 logements qui disparaissent

du parc locatif que l'on ne peut plus appeler « public » !

C'est du vol pur et simple car, ces logements construits avec nos impôts, à partir des années 60 -et qui ont permis, pour la première fois, à la population ouvrière d'accéder à un logement décent et moderne- font partie du bien public.

Certes, ces logements, vendus, paraît-il, au-dessous du prix du marché, reviennent à des familles pas bien riches et qui pensent, vu la cherté des loyers, faire ainsi, en s'endettant, une bonne affaire. Ce qui n'est pas si sûr vu la crise et l'incertitude des lendemains.

Le Maire de Pessac se vante du taux du logement social sur la commune et du fait que, lors des constructions nouvelles, il y a toujours du logement social à la clé. Peut-être... mais peu de logements sociaux en location.

Or location ou accession à la propriété, ce n'est pas la même chose pour la population la moins aisée.

Gérard Barthélémy



## Sainte-Marie - Rousset

### Deux « contraires » ? une même politique

*Sud-Ouest* du 26 novembre titrait : « *Mérignac-Pessac, duel de contraires* ». Ces « contraires », ce seraient les socialistes Sainte-Marie, maire de Mérignac, et Rousset, président de la Région, qui, bien que n'étant plus maire de Pessac, continue à veiller sur « sa » ville en tant que député. Le premier serait un « *politique discret, ... homme de réseaux s'il en est...* » ; le second « *un réalisateur, expert en développement économique, ... communiquant à l'excès...* ».

L'objet de leur duel ? Imposer « leur » solution pour un raccordement de l'aéroport à la gare Saint-Jean de Bordeaux, plus efficace que la navette par bus actuelle, soumise aux aléas de la circulation routière. Pour Sainte-Marie, la liaison doit passer par Mérignac. Elle pourrait même être réalisée par téléphérique. Pour Rousset, ce sera le TER jusqu'à la gare d'Alouette-France de Pessac, puis un moyen de transport « *en site propre* », qui reste à réaliser, jusqu'à l'aéroport. Hasard heureux : ce trajet pourrait passer par le Bourgaillh et relier ainsi le pôle touristique animalier qu'y développent Rousset et la municipalité de Pessac à l'aéroport et à la LGV...

Ce « duel » entre personnages au nombril hypertrophié pourrait prêter à rire..., à condition que les grenouillages de la cogestion à la CUB, qui doit décider de la solution, aboutissent à choisir la plus légère pour le contribuable, la plus pratique pour les utilisateurs et la moins destructrice pour l'environnement.

Mais l'article nous dit aussi que Rousset ne « décolère pas » depuis la victoire remportée par son camarade de parti dans une bataille en coulisse de plus de deux ans concernant la restructuration de Thalès. Rousset visait le regroupement des activités sur le site de Pessac après fermeture de celui du Haillan, mais Thalès en a décidé autrement : les deux sites fermeront, et leurs activités et salariés seront regroupés dans une nouvelle usine qui ouvrira en 2016 à Mérignac.

Cet épisode est révélateur de la façon dont les dirigeants politiques mènent ce qu'ils appellent la « bataille pour l'emploi » : attirer des entreprises dans

« leur » pays, « leur » Région, « leur » communauté urbaine, « leur » ville... en les piquant à leur voisin !

Et encore heureux quand le nouveau lieu reste dans le secteur géographique des précédents comme c'est le cas ici, et que tous les salariés sont censés garder leur emploi. Dans bien d'autres cas, la délocalisation s'accompagne de suppressions de postes et de distances telles, entre les anciens sites et le nouveau, que les salariés doivent choisir entre le chômage et le déménagement. Les emplois « créés » ici se traduisent par davantage de disparitions ailleurs, le chômage continue globalement de croître et de prospérer.

Les « politiques pour l'emploi » se succèdent, toujours porteuses des mêmes

contenus : « cadeaux » aux patrons, afin de les « aider » dans leurs choix... Et, pour accueillir les nouvelles implantations, grands discours dont le « *communiquant à l'excès* » Rousset s'est fait une spécialité en tant que président de la Région. Et c'est certainement à l'art dont il est passé maître dans les distributions de subventions aux entreprises qu'il doit une bonne part de cette réputation de « réalisateur » et d'« expert en développement économique » dont fait état *Sud-Ouest*. Quant à l'« homme de réseau » Sainte-Marie, il devra attendre la décision de la CUB concernant la navette aéroport-gare St-Jean pour savoir sur quelles dernières « victoires » s'achèvera sa si longue carrière de maire...

Daniel Minvielle

## Une dérisoire bataille...

Quel écoeurément de voir cette brochette de chefs d'Etats verser des larmes de crocodiles lors des obsèques de Nelson Mandela. Alors qu'eux-mêmes ou l'Etat qu'ils représentaient, ont, comme l'Etat français, soutenu l'Apartheid et dénoncé celui qu'ils désignaient à l'époque de « terroriste » !

Sur un autre registre, ici, à Bordeaux, la disparition de Mandela a relancé une ridicule bataille politique (on mène les combats qu'on peut !) pour savoir que faire de son nom.

Résumons : pour Juppé il faut donner le nom de Mandela au futur pont J.J. Bosc. Feltesse quant à lui se rallie à la proposition de Maurin du PCF pour le futur stade de Bordeaux. Mais là où cela se complique c'est que les Verts, alliés à Feltesse pour les municipales, ne sont pas d'accord !

Au béton du pont ou au béton du stade voilà des débats politiques que trouverait affligeant et risible le combattant politique contre l'apartheid que fût Mandela.

La seule proposition qui conviendrait pour rendre hommage au militant Mandela serait d'exiger fortement la libération d'un autre prisonnier politique : Georges Ibrahim Abdallah, maintenu depuis 30 ans dans les prisons françaises que le gouvernement de « gauche » refuse de libérer malgré une décision de justice favorable.

J.R.



## Pessac : le conseil municipal vote un budget d'austérité

Le vote du budget primitif pour 2014 était à l'ordre du jour du conseil municipal de jeudi 12 décembre. Voici quelques extraits de l'intervention pour expliquer notre vote contre. Les élus de la majorité PS-Verts-PC ont voté pour à une belle unanimité...

« La politique d'austérité du gouvernement touche de plein fouet les collectivités locales avec une baisse des dotations de 1,5 milliard cette année et autant annoncé pour l'an prochain [...] De ce fait, le budget repose pour l'essentiel sur les contributions directes : 39 millions prévus dans le budget primitif 2014 alors qu'elles n'étaient « que » de 27,4 millions en 2005. Ainsi, si l'inflation officielle a été d'environ 17 % en 10 ans, les impôts locaux ont eux augmenté à Pessac de 43 % sur la même période ! [...]

Ces impôts financent aujourd'hui presque 63 % des dépenses de fonctionnement alors que cette part n'était que de 55 % il y a 5 ans. On mesure là le désengagement de l'État qui s'accélère aujourd'hui, dans la foulée de la politique menée par le précédent gouvernement. [...]

Pessac, comme l'ensemble des communes de droite et de gauche, prévoit donc un budget d'austérité. [...] La majorité municipale nous dit « nous n'avons pas le choix », il faut adapter le budget aux contraintes fixées par le gouvernement. [...] Ce serait, nous dit-on, les contraintes du marché...

La productivité n'a jamais été aussi élevée, le monde n'a jamais eu autant de capacité de production, de moyens d'assurer à tous le minimum de bien-être, sauf que le monde est plongé dans une crise économique, politique, militaire. C'est un casino géant où se joue la vie de milliards d'individus, met-

tant en concurrence les producteurs de toute la planète, du Bangladesh à la Pologne en passant par le Niger, la Grande Bretagne... voire juste par une boîte d'intérim qui fournira des travailleurs détachés... C'est révoltant, insensé, mais on nous dit qu'il faut faire avec, s'y adapter, s'y plier, que c'est ça être réaliste.

Et bien non, nous nous disons qu'on a le choix : le choix de prendre partie et de se battre pour une autre politique. Nous pensons qu'une mairie, des élus municipaux, doivent agir pour résister à la casse organisée, à la paupérisation de pans entiers de la population.

Ça ne pourra se faire qu'en s'appuyant sur les mobilisations des populations. Ce n'est pas nous, à 45 qui avons le pouvoir de changer les choses, mais nous avons le pouvoir d'appeler la population à le faire. Mettre les moyens qui sont les nôtres au service des luttes, des résistances à toutes les politiques d'austérité. [...]

[...] ce n'est pas à 45 que nous devrions discuter du budget de la municipalité. Et quand je dis 45 j'exagère beaucoup car qui, parmi nous, maîtrise réellement ce budget ? [...] seules quelques personnes décident de l'utilisation des 70 millions dont disposera la commune pour l'année qui vient. C'est une raison supplémentaire pour nous de voter contre. »

Isabelle Ufferte, élue NPA

## Municipales à Bordeaux - Politicos ou écolos ?

Pour les municipales, à Bordeaux, le groupe EELV les Verts part avec le socialiste Feltesse dès le premier tour. Enfin, ils expliquent qu'il s'agit d'un « partenariat » avec Feltesse, pas avec le PS ! Ils avaient déjà été « partenaires » avec Rousset en 2008. Quant aux Ministres EELV, Duflot en tête, sont-ils aussi « partenaires » de Hollande mais pas du PS ?

Donc, si avant l'été la majorité d'EELV était contre cet accord, maintenant ils l'ont voté à 77 %. Dans toutes les autres communes de la Cub, mêmes accords avec le PS sauf à Talence.

Pour gagner les Verts, Feltesse se serait engagé sur 15 propositions « incontour-

nables » comme : assurer l'autonomie énergétique de la ville en... 2025, augmenter les Zones 30 à l'heure en ville, « promouvoir » l'alimentation bio dans les cantines... Il y a une proposition, bien mise en avant, qui en dit long sur cet accord : revenir sur le contrat public-privé du grand stade en construction. Feltesse a dit oui mais explique ensuite dans la presse « il y a des contrats signés qu'on ne peut pas dénoncer aussi facilement... Pierre Hurmic (EELV) est avocat, il le sait bien » (voilà une belle peau de banane (bio) à son partenaire) !

En clair : je m'engage, ça n'engage à rien car on ne pourra rien faire.

Les promesses, effectivement, n'en-

gagent que ceux et celles qui y croient ou font semblant d'y croire. Et, dans les promesses électorales non tenues par le PS, on peut citer : augmentation de la TVA, droit de vote des étrangers aux municipales, lutte contre les financiers, inverser la courbe du chômage...

Rappelons aussi que Feltesse a signé l'ANI qui n'a rien d'écolo mais tout d'anti-social.

Le capitalisme vert est une escroquerie, le social libéralisme vert aussi. L'écologie politique ne pourra être qu'anti-capitaliste. Heureusement il y aura une liste NPA anticapitaliste et écologiste aux municipales à Bordeaux !

J.R.

# Municipales

**Cenon et Lormont :**

## Les listes unitaires se construisent

Après l'accord intervenu en novembre, avec le PG à Lormont, le PG et Ensemble à Cenon (voir *Anticapitalistes* précédent), les deux listes sont en route. Une conférence de presse commune a eu lieu le 20 novembre, relayée par un article dans *Sud-Ouest*. Nous avons planifié notre présence politique sur les marchés et supermarchés de nos communes, dans les boîtes aux lettres, pour faire connaître la liste, et trouver de nouveaux colistiers. Notre principal travail est avant tout de recontacter tous nos anciens colistiers de 2001 et 2008. Des courriers ont déjà eu des retours positifs à Cenon. Une réunion ouverte et publique de chaque liste est programmée sur chaque commune, pour regrouper les premiers candidats, anciens et nouveaux, et associer tout

le monde à la réussite des listes et de notre campagne politique.

A Lormont, nous avons rédigé un tract sur la base de notre accord, où nous avons listé quelques unes de nos propositions contre l'austérité, pour une autre répartition des richesses, pour une liste « *point d'appui et porte-parole des luttes indispensables pour obtenir ces acquis* » : l'annulation de la dette, la fin des délégations de services publics et de la Zone Franche, l'abrogation du décret des rythmes scolaires, pour la hausse des dotations et des embauches, l'écologie sociale et la solidarité de classe avec les immigrés...

*Monica Casanova et Christine Héraud*

## Liste d'opposition de gauche à Mérignac, c'est parti !

Le comité Mérignac est lancé dans la bataille unitaire pour une liste contre l'austérité et pour une autre répartition des richesses aux prochaines municipales. Des discussions sont engagées depuis plusieurs mois avec les forces de gauche qui ne participent pas au gouvernement. Pour l'heure, seul le PG partage cette démarche. LO n'a pas donné suite à notre proposition et préfère présenter sa propre liste. Quant au PCF, qui cogère depuis des décennies la municipalité dans l'exécutif du maire PS sortant Michel Sainte-Marie, il a voté paraît-il largement pour une liste d'union avec le PS dès le 1<sup>er</sup> tour, derrière le sénateur Alain Anziani qui veut lui succéder.

Nos discussions avec les militants du PG ont été dans l'ensemble fructueuses. Nous avons pu souligner les nombreux points de convergence, confirmant la nécessité et l'urgence de mener dans ces élections, dont la portée nationale est prégnante, une

campagne unitaire offensive contre la politique d'austérité du PS et de ses alliés au service des patrons et des banques, mais aussi contre l'UMP et le FN qui tentent de capter la colère populaire avec leur démagogie raciste. Nous sommes tous bien décidés à exprimer clairement dans ces élections une opposition de gauche pour sanctionner le pouvoir socialiste et ses relais locaux, à être les porte-voix des salariés, retraités, chômeurs, jeunes, immigrés, tous frappés par les politiques libérales de gauche comme de droite.

Cependant, tout n'est pas encore réglé, notamment sur la question du second tour. Alors que nous étions globalement d'accord sur la démarche d'apparaître totalement indépendants et en opposition à la majorité socialiste, pendant les élections, mais aussi au conseil municipal si nous avons des élus, la discussion s'est polarisée sur d'éventuelles négociations avec le PS au soir du

premier tour. Pour nous, aucune négociation ne peut être envisagée avec cette majorité dite « de gauche » qui mène une politique de droite. Nous espérons bien réussir à convaincre nos camarades du PG. Une bataille politique est devant nous et le jeu en vaut la chandelle.

*Patrick Chaudon*



**Plus qu'un journal,  
L'Anticapitaliste  
un outil pour lutter!**

**Soutenez la presse  
anticapitaliste,  
ABONNEZ-VOUS!**

[diffusion.presse@npa.2009.org](mailto:diffusion.presse@npa.2009.org) | [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**NPA**  
NPA  
NPA

## Assemblée citoyenne de Pessac :

### Des élus à quel prix ?

Le 30 novembre, le Front de Gauche de Pessac (en très grande majorité PCF) organisait une « assemblée citoyenne » à propos des municipales, sur la base d'un tract invitant : « *Face aux politiques d'austérité [...] rassemblons-nous, pessacaises et pessacais qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale* ». Trois camarades du comité NPA y ont donc participé, dont les deux élus municipaux, l'occasion de continuer publiquement, devant la trentaine de participants, des discussions déjà entamées à notre initiative avec le PC, la FASE et le PG. Le PCF participe ici depuis 25 ans à la majorité PS-PC-Verts (sur liste commune dès le premier tour) et a, à ce titre, quatre éluEs au conseil municipal, dont une adjointe et un représentant à la CUB. Cela fait des mois que les camarades repoussent la décision pour le prochain scrutin et, lors de la réunion, la question n'était toujours pas tranchée de savoir si le PCF repartait dès le premier tour avec le PS ou non...

Mais les interventions des militants PCF qui se sont exprimés, particulièrement les élus, allaient clairement dans le sens de repartir avec le PS, au nom de la crainte de ne pas avoir d'élus. Pour tenter d'en « convaincre » les camarades qui exprimaient leurs doutes ou leur désaccord, d'autres avançaient

le risque de faire gagner la droite, la probable présence d'une liste FN... le fait que « *la municipalité de Pessac, ça n'est pas le gouvernement* »... et la « pression » que les élus du PC pouvaient exercer par leur présence... Des arguments qui ne convainquaient que les convaincus, plusieurs camarades (et pas que nous) pointant la différence entre la politique défendue par le NPA (soutien aux luttes, opposition aux subventions scandaleuses au lycée privé -quand le PC s'abstenait- vote contre le budget...) et celle des élus PC, prisonniers volontaires de la majorité PS.

Une majorité des militants présents semblait néanmoins résignée à une alliance avec le PS, ne s'en sentant pas de mener une politique indépendante, un des derniers arguments d'un des élus, contredit par personne, étant « *les camarades qui veulent une liste autonome, faudra qu'ils trouvent 45 candidatEs, autant de femmes que d'hommes !* »...

Nous leur avons redit qu'il y aurait en tout cas une liste pour poursuivre la politique d'opposition de gauche à la majorité municipale commencée depuis deux mandatures, liste ouverte à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce combat.

Comité Pessac

## Juppé, « le meilleur d'eux tous » ?

Vendredi 29 novembre, Carla Bruni donnait un concert à Bordeaux. Sarkozy s'y est fait ovationner par quelques nostalgiques, et en a profité pour papoter une trentaine de minutes avec son ancien ministre Juppé.

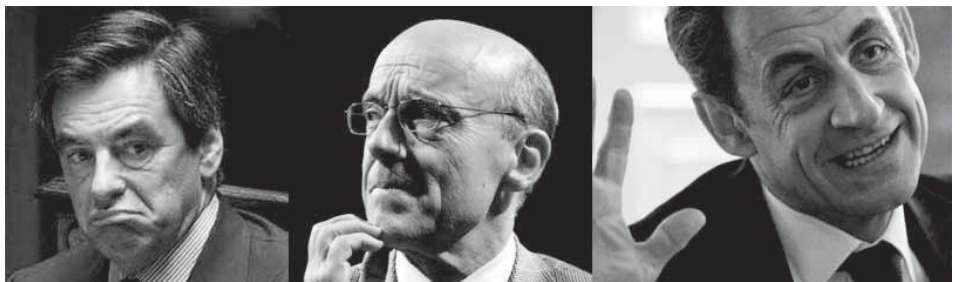
Une semaine plus tard, c'était au tour de Fillon d'être aux côtés de Juppé à la tribune d'un meeting de soutien au candidat UMP à la mairie de St-Médard-en-Jalles. Il n'y fut, bien entendu, question que de la nécessité, pour l'UMP, de « gagner les municipales », seule issue possible à la situation calamiteuse dont serait responsable le pouvoir actuel...

Mais personne n'est dupe. Derrière le slogan « *Ensemble, construisons l'avenir* » des affiches du meeting et l'unité de façade des comparses se jouait un épisode de la guerre pour la candidature à la présidentielle de 2017 qui fait rage au sein de l'UMP depuis la débâcle électorale de 2012.

C'est que Juppé apparaît comme le « sage » de la bande, « *le meilleur de nous tous* » avait dit Chirac, et son soutien ne peut-être que le bienvenu... Sauf que cette fois, Juppé semble bien décidé à prendre lui aussi sa place dans la course, y compris face à Sarkozy...

Quel que soit le résultat de ce suspens, nous pouvons être certains que « *l'avenir* » qu'ils nous « *construisent* » sera en droite ligne d'un passé récent que personne n'a oublié : celui où les trois comparses se partageaient le pouvoir au sommet de l'exécutif, menant cette même politique libérale et d'austérité que l'exécutif PS-EELV poursuit aujourd'hui.

D. M.



Mardi 10 décembre, des familles de Roms ont été délogées par la police du squat qu'elles occupaient à Floirac dans l'ancienne usine désaffectée de fabrication de meubles Lesbats. Nous publions ci-dessous un communiqué du Réseau Education Sans Frontière. Et nous nous joignons bien évidemment à leur protestation contre le traitement inique qui est fait à ces familles, pour l'arrêt de la politique d'expulsion dont sont victimes les Roms ainsi que tous les sans-papiers.

*Anticapitalistes !*



## Evacuation du squat Lesbats sur Floirac

### Une solution a été trouvée : les meubles seront mis à l'abri pendant un mois !

A huit heures du matin, le givre blanchissait le sol, mais quand les services de police et de la préfecture sont arrivés sur le site pour procéder à l'évacuation, tout était prêt : les engins de l'entreprise de BTP étaient alignés le long d'une rue adjacente, les interprètes et les services de la MOUS (Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociales) était présents, le camion pour emporter les affaires personnelles et les mettre en garde meuble était garé. TOUT... sauf les lieux où la cinquantaine de personnes restantes sur le site, sans solution, allait passer la nuit.



Le 115 n'avait pas été prévenu qu'il aurait des nuitées à réserver (comme le préfet s'y était engagé) et les familles sont parties à 11h, leurs ballots sous le bras, sans savoir où elles allaient passer la nuit. Le Secours catholique a ouvert l'église de Floirac pour mettre tout le monde au chaud. Avec les enseignants, ils ont acheté de quoi manger à midi et le pique nique s'est éternisé jusqu'à 17h où la liste des hôtels et foyers d'accueil (dispersés aux quatre coins de la CUB) a été connue. Il a fallu l'inter-

vention déterminée du Président du Secours Catholique pour obtenir qu'un bus vienne récupérer tout le monde. Le bilan de l'évacuation du squat de Lesbats est maintenant connue.

Onze personnes dont cinq enfants vont être suivis par la MOUS.

Trois familles, dont quatre enfants, sont partis sans demander d'aide. Peut être la préfecture les retrouvera-t-elle sur d'autres sites à l'occasion d'autres évacuations.

Neuf familles ont bénéficié d'une nuit d'hôtel et aujourd'hui, après l'appel du 115, AUCUNE n'a de lieu où dormir ce soir, cela représente 19 adultes, 15 enfants dont un nouveau né de deux mois !

Quelle urgence y avait-il à évacuer, en plein hiver, un site qui ne présentait pas plus de problèmes qu'un autre ? Bien évidemment tout le monde veut la fin des squats : les propriétaires, l'Etat, les associations et surtout... leurs habitants. Personne ne peut se satisfaire de telles conditions d'existence. Mais la rue est-elle une meilleure solution ?

La stabilité d'un lieu de vie, même le plus précaire, même insalubre, c'est la possibilité d'aller travailler (même au noir), de scolariser les enfants, de se faire soigner, de tisser des liens avec des voisins. Tout cela existait sur Lesbats. Le fermer c'est rajouter des difficultés de vie, non des améliorations.

A part pour une famille dont l'hôtel était proche, aucun enfant n'a pu se rendre à l'école aujourd'hui. Il en sera de même dans les jours qui viennent tant que leur situation ne se sera pas stabilisée.

Il faut que la préfecture réouvre les dossiers de ces familles en vue de leur régularisation. C'est ce que les associations diront au Préfet au cours de l'audience qu'il a décidé de leur accorder.

*Bordeaux. Le 11 décembre 2013*

## Purge

de Sofi OKSANEN (Livre de poche - 7,9 euros)

Dans l'Estonie -une des petites républiques baltes- libérée de l'occupation après l'effondrement de l'URSS en 1991 et où sévissent les mafias russes, dans le chaos laissé par le départ des troupes, une jeune fille meurtrie, en détresse, cherche refuge dans le petit village habité, jadis, par sa grand-mère.

Elle va y découvrir la sœur de celle-ci qui va d'abord la rejeter pour finir par tout faire pour la sauver.

Dans ce journal à deux voix se révèlent de lourds secrets de famille. Une famille déchirée, comme toute cette région du monde, depuis des décennies, par la guerre, l'occupation allemande et les exactions nazies d'abord, puis l'occupation russe, la « soviétisation » forcée des campagnes, la destruction des collectivités rurales transformées de force en kolkhozes, la famine, l'oppression et l'exil en Sibérie de tous ceux qui osent s'opposer.

Avec l'espoir, pour ceux qui le peuvent, de fuir vers la Finlande, toute proche, et les mirages de la consommation.

Résistance des uns, trahison des autres, selon les choix de chacun, cette famille éclatée où les haines se sont accumulées donne une image saisissante d'un petit pays exsangue après des décennies d'oppression.

Ce roman de Sofi Oksanen 36 ans, finlandaise mais estonienne par sa mère, est devenu un best-seller dans de nombreux pays, principalement au nord de l'Europe.

G.B.



**Achetez vos livres à La Brèche, la librairie anticapitaliste : [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)**



La Brèche est la librairie du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).

La Brèche a pour mission de distribuer toutes les oeuvres favorisant les luttes de libération et contribuant à l'émancipation du genre humain de toutes les oppressions.

La seule censure opérée par la librairie sera à l'encontre de toute apologie ou justification de la violence contre des peuples ou des secteurs opprimés de la population.

**Acheter ses livres, revues de DVD à La Brèche, c'est un acte de plaisir militant !**

Les paquets cadeaux et envois par correspondance sont gratuits (dès 30 euros d'achat)

*L'équipe de La Brèche*

Il est possible de commander ses livres directement sur le site et de payer en ligne (paiement sécurisé).

On peut aussi commander par mail ([contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com))

Adresse de la librairie : 27 rue Taine 75012 Paris - 01 49 28 52 44

## Bourgeois et bras-nus

Guerre sociale durant la révolution française (1793-1795)

Daniel Guérin - éditions Libertalia, 18 euros

Les éditions Libertalia viennent de rééditer cet ouvrage écrit en 1973. Il s'agit d'une synthèse d'un ouvrage du même auteur : *Les luttes de classe sous la Première République*, édité en 1946, puis sous forme augmentée, en 1968.

Il porte sur la phase de la Révolution Française qui va de la proclamation de la 1<sup>ère</sup> République,

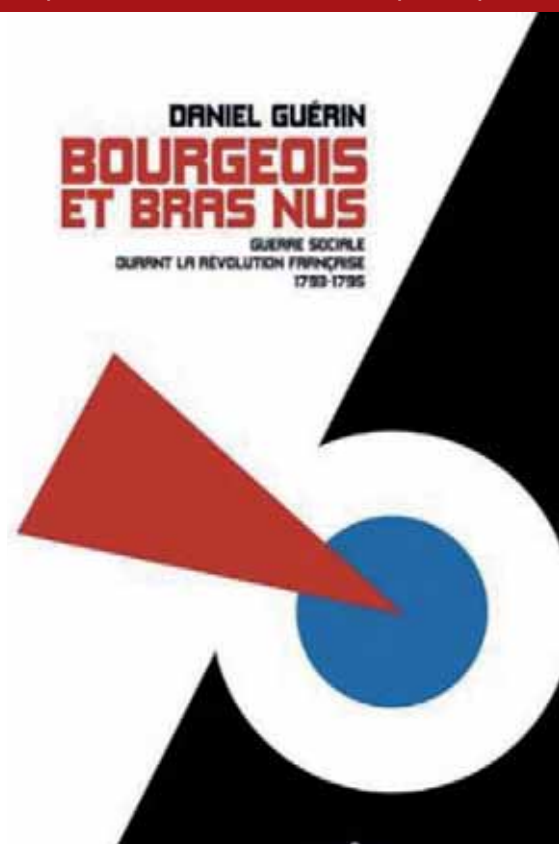
fin 1792, à l'établissement du Directoire, fin 1795. Girondins, Jacobins, puis Thermidoriens se succèdent au pouvoir, louvoyant à grands coups de guillotine pour assurer le maintien du jeune pouvoir de classe bourgeois face à une double menace : celle de la contre-révolution aristocratique, et celle des « bras-nus ». Ces « bras-nus », ce sont les sans-culottes qui ont fait la révolution, construit de véritables organes démocratiques populaires et n'hésitent pas à contester, les armes à la main, les décisions du pouvoir central. Et ce sont les dirigeants Jacobins, Robespierre et ses amis, un temps associés à ce pouvoir populaire, qui s'en feront les fossoyeurs, avant de finir à leur tour à l'échafaud.

Daniel Guérin (1904-1988) était un militant révolutionnaire qui se revendiquait du communisme libertaire. Il présente son livre comme une tentative de synthèse entre les positions « libertaires » de Proudhon et Bakounine et le communisme, qu'il prétend « autoritaire » de Marx, Engels, Lénine, Trotsky.

Sans l'accompagner sur ce terrain, on ne peut que se féliciter de la réédition de cet ouvrage, qui apporte un éclairage de classe bienvenu sur cet épisode de l'histoire du pouvoir de la bourgeoisie française, au moment où le Front de Gauche, dans sa propagande pour une 6<sup>ème</sup> République, s'y réfère, justement, sans considérations de classe.

Nous préférons pour notre part, avec Daniel Guérin, citer le communiste Babeuf, guillotiné en 1797 par la République du Directoire : « on nous a dit que c'était une superbe chose que la République. Nous l'avons cru, tellement cru que, pour l'obtenir, nous avons fait des efforts surnaturels. [...] Le peuple confiant et plein de franchise a dû prendre d'abord pour ce qu'elles étaient ces sublimes expressions : liberté, égalité. Mais, ô scélérats ! [...] vous étant emparés du sublime mouvement révolutionnaire, vous avez fait connaître au peuple que vous donniez à ces expressions positivement l'inverse de la définition du dictionnaire... ».

D. M.



**Face à la droite et à l'extrême droite, contre ce gouvernement au service du patronat, faisons vivre les idées de l'anticapitalisme !**

Les échéances électorales de 2014 seront un moment important pour la défense des idées anticapitalistes, et le NPA est bien décidé à y prendre part. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour y contribuer :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION 2013, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL.

- en ligne sur notre site : [www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

FAITES  
VIVRE L'ANTI-  
CAPITALISME



1 MILLION D'€  
POUR  
LE NPA